

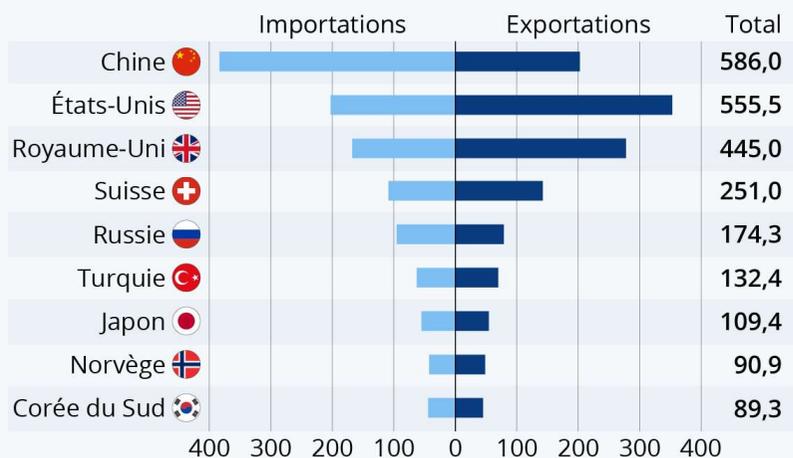


L'EUROPE DANS LE MONDE

2020	Part du commerce mondial	Part des exportations de biens	Part des exportations de service	Part des IDE mondiaux
UE	15%	17,5%	25%	40% (52% export, 30% import)
US	14%			
Chine	12%			

Les principaux partenaires économiques de l'UE

Volume des échanges commerciaux avec les partenaires majeurs de l'Union européenne en 2020, en milliards d'euros

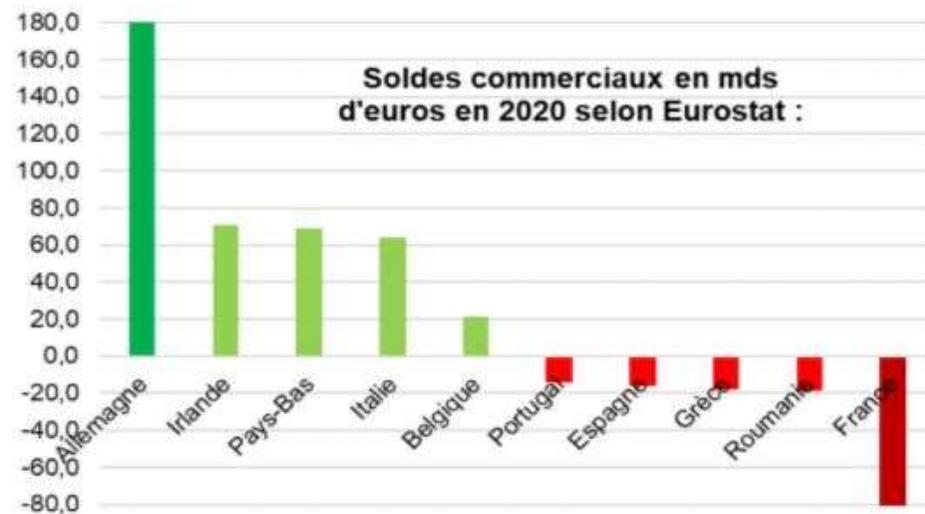


Source : Commission européenne



statista

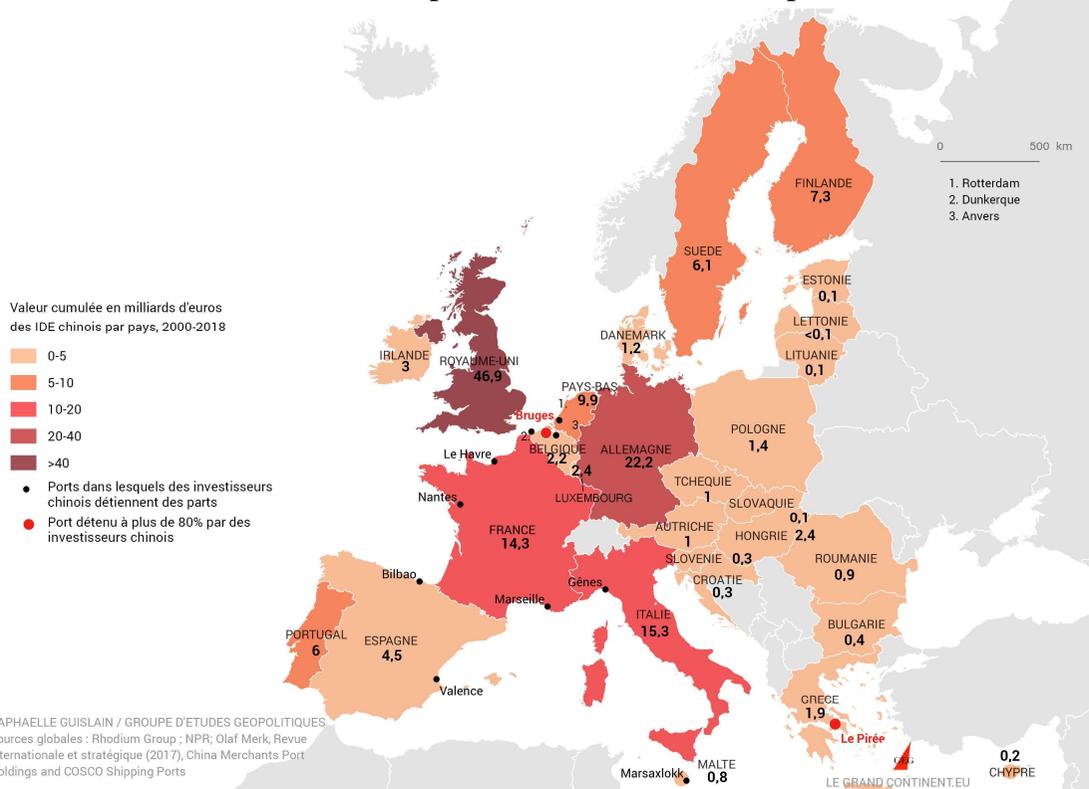
Solde de la balance commerciale en Europe : la France loin derrière tout le monde...



Sources : Eurostat, ACDEFI

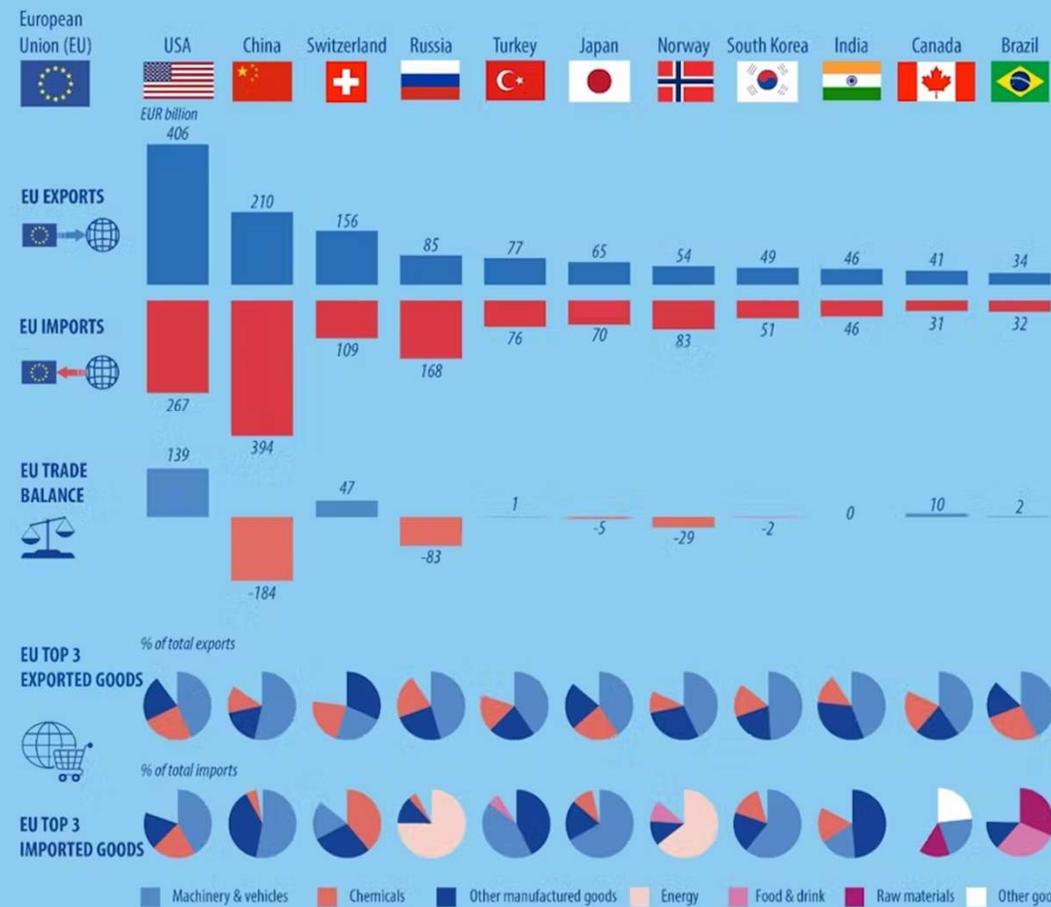
	Commerce	IDE
Chine	UE premier partenaire commercial	UE deuxième investisseur étranger (16,5%).
UE	Chine deuxième partenaire commercial	

Des investissements chinois importants dans l'Union européenne



International trade in goods

EU main trading partners (2018)



Source: Eurostat

LE FILTRAGE DE L'UE

- Ces dernières années, les entreprises chinoises ont considérablement augmenté leurs investissements dans l'Union européenne. Des vignobles du Bordelais aux fabricants de robots en Allemagne, en passant par les constructeurs d'engins de construction en Italie, ces entreprises se sont lancées dans une frénésie d'achats sans précédent.
- Au sein de l'UE, cette croissance rapide a alimenté les craintes quant à l'impact de ces investissements sur l'emploi, la technologie et la capacité industrielle européenne à long terme, suscitant des appels à une plus grande surveillance. Dans ce contexte, certains considèrent d'ailleurs que le mécanisme de filtrage des investissements que l'UE a mis en place en 2019 vise d'abord les entreprises chinoises.
- Pendant la pandémie, la Commission européenne a publié des lignes directrices à l'intention de ses États membres pour tenter d'apaiser ces inquiétudes concernant une éventuelle prise de contrôle étrangère sur les technologies et les savoir-faire européens. Pour clarifier la situation, l'UE a ainsi négocié un accord avec la Chine, l'accord global sur l'investissement, pour remplacer les 26 accords individuels qui existent actuellement entre tous les États membres (sauf l'Irlande).
- L'accord est actuellement bloqué pour des raisons politiques, à la suite des sanctions prises à l'encontre de la Chine en raison des préoccupations de l'UE concernant les violations des droits de l'homme à l'encontre de la minorité ouïghoure dans la province du Xinjiang.
- The Conversation, 2021

IDE ET PRATIQUE CHINOISE: DEUX REALITÉS

Cosco est rattrapé par une affaire qui dure et qu'il croyait sans doute éteinte. Ces derniers mois, le transporteur chinois s'est heurté à plusieurs reprises à l'exécutif grec. Cela devait être une formalité mais sa montée au capital du port du Pirée n'est pas allée de soi.

Cosco s'était engagé à réaliser des investissements pour un montant de 293 M€ dans les cinq ans suivant sa prise de participation de 51 % du port grec en 2016 aux côtés de l'État grec (49 %). En contrepartie, il devait acquérir les 16 % supplémentaires. Parmi les aménagements auxquels il s'était astreint : l'expansion du terminal passagers, la construction d'un autre terminal et de quatre nouveaux complexes hôteliers. En outre, Cosco s'est engagé à agrandir le terminal d'importation de véhicules et à construire 120 000 m² d'entrepôts. Le développement du terminal à conteneurs a été en revanche retoqué plusieurs fois. Or, le gouvernement grec a estimé que les investissements n'avaient représenté que 58 % de ce qui était prévu. Finalement, les deux parties ont fini par s'entendre.

Nombreuses griefs

Mais cela n'a pas désarmé les nombreux détracteurs parmi lesquels les ONG dénonçant l'absence de considération pour l'environnement dans plusieurs de ses projets. Craignant les nuisances, la Ville d'Athènes a, elle, déposé un recours auprès du Conseil d'État pour dénoncer l'absence d'étude d'impact.

Un autre point de tension a porté sur le terminal croisière dont le projet butte contre la richesse archéologique du site. Les citoyens, qui ont saisi la justice, avaient fini par obtenir en février le gel des travaux. Le géant chinois, qui a sollicité des subventions européennes pour l'extension du terminal passagers, est en outre accusé d'avoir empoché les fonds sans réaliser les travaux.

Défaut de procédure

Cette fois, le Conseil d'État a rendu caduc le feu vert donné à Cosco pour mener ses travaux en l'absence des études d'impact environnemental qui auraient dû être réalisées comme l'exigent les réglementations nationales et européennes.

Cosco est par ailleurs accusé d'avoir déversé des boues contaminées provenant du dragage du port dans les zones de pêche voisines du golfe Saronique, qui est traversé quotidiennement par les chalutiers qui approvisionnent les restaurants d'Athènes.

Le journal de la marine marchande, 2020.

L'ACCELERATION DES RELATIONS INDE-UE

Un peu moins d'un an après avoir créé un Conseil du commerce et des technologies (CCT) avec les États-Unis, l'Union européenne vient de faire de même avec l'Inde ce lundi 25 avril. Concrètement, ce CTT sert à coordonner les approches des deux parties à l'égard des principales questions mondiales en matière de commerce, d'économie et de technologie, notamment pour approfondir les relations commerciales et économiques.

La création de ce CTT UE-Inde a été accélérée par la guerre en Ukraine. « *Les deux parties sont convenues que les changements rapides de l'environnement géopolitique soulignent la nécessité d'un engagement stratégique conjoint approfondi* », disent l'UE et l'Inde dans un communiqué conjoint.

Ce Conseil fournira « *le pilotage politique et la structure nécessaire pour rendre les décisions politiques opérationnelles, coordonner le travail technique et rendre compte aux échelons politiques de la mise en œuvre et du suivi des domaines qui sont importants pour le développement durable des économies de l'Europe et de l'Inde* », ajoute le texte.

Les négociations sur un accord de libre-échange entre l'Inde et l'UE sont bloquées depuis 2013 sur des dossiers tels que la protection des brevets et les réductions tarifaires, même si les deux parties ont convenu en mai 2021 de reprendre les pourparlers. L'UE est le troisième partenaire commercial de l'Inde et la valeur de leurs échanges était d'environ 62,8 milliards d'euros en 2020, selon la Commission européenne.

La création de ce Conseil s'inscrit dans le cadre d'un plan européen plus large en vue d'accélérer les négociations commerciales avec l'Inde et lui proposer une alternative viable pour se diversifier par rapport à la Russie, selon *Bloomberg News*, citant une source ayant requis l'anonymat. Car le pays est dépendant des importations d'énergie, de produits agricoles et d'armement en provenance de Russie.

• [L'Inde aussi](#)

La Tribune, 2022.

UNE UE NAÏVE?

« Au sein des relations commerciales, l'Union Européenne est un peu comme l'idiot du village ».

Hubert Védrine

« L'Union Européenne doit mettre en place un protectionnisme sélectif »

Plan Next Génération UE.

Procès engagés par la Commission contre des FTN étrangères :

- Microsoft (2008, 8 milliards d'amende)
- Gazprom (2012)
- Google (2012, 9 milliards)
- Apple (2016)
- Youtube (2021).

L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

- Un système universitaire performant:
 - - 190 universités parmi les 500 première selon le classement de Shanghai (135 pour les US).
 - 20% des chercheurs au monde, 30% des publications scientifiques (25 pour les US).
 - Des établissements attractifs: 85% d'étrangers au sein des MBA d'HEC et de la London Business School.
- Mais des difficultés importantes dans l'investissement et le soutien aux entreprises de hautes technologie:
 - 2,07% du PIB (= Chine) consacré à la R&D, contre 2,73 pour les US et 3,28 pour le Japon.
 - 60 licornes, contre 118 pour la Chine et 239 pour les US dans le secteur des NTI.

LES GRANDES ÉTAPES D'UNE POLITIQUE ETRANGERE ET DE DEFENSE

POLITIQUE ETRANGERE

1973: rapport Davignon, les ministres des affaires étrangères doivent se consulter.

1992: création de la PESC.

1997: création d'un haut représentant de l'Union aux affaires étrangères.

DEFENSE:

1948: UEO

1954: échec de la CED.

1991: Eurocorps

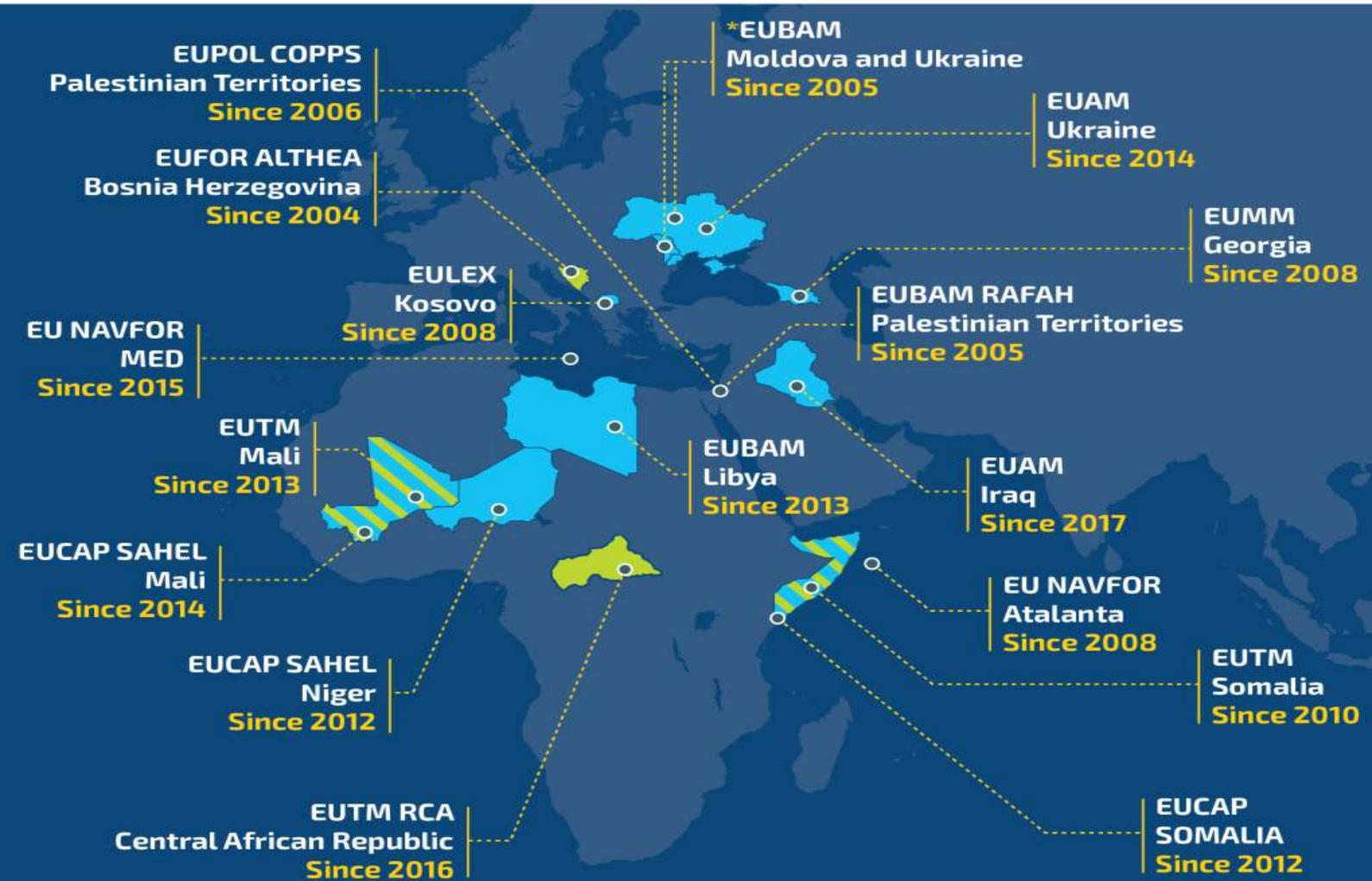
1995: Eurofor

2001: PESD

2007: PSDC



EUROPEAN UNION CSDP MISSIONS AND OPERATIONS 2019



Military Missions/Operations
 Civilian Missions



6 on-going military Missions/Operations



10 on-going civilian Missions



Around **5,000** people currently deployed

Objectives:

Peace-keeping, conflict prevention, strengthening international security, supporting the rule of law, prevention of human trafficking and piracy.

*This Mission is not managed within CSDP structures, but its objectives are very similar to the other Missions, so we include it here

UN PROBLEME BUDGETAIRE

Budget militaire	Evolution 2000-2020
Amérique du Nord	+80%
Asie du Sud-Est	+70%
Afrique du Nord	+70%
Chine	+300%
Russie	+300%
UE	-20%

	Budget militaire en % du PIB
France	2,1%
Allemagne	1,4%
Hongrie	1,6%
Etats-Unis	3,7%
Russie	4,3%

PROJETS INDUSTRIELS: SCAF

L'armée allemande envisage d'acheter jusqu'à trente-cinq avions de combat F-35 du constructeur américain Lockheed Martin ainsi que quinze Eurofighter. Le Bundeswehr, nom de l'armée allemande, souhaite remplacer sa flotte de Tornado destinée à assurer sa mission nucléaire au profit de l'OTAN. Les F-35 doivent principalement servir à transporter les missiles atomiques américains dans le cadre des opérations de dissuasion de l'OTAN, tandis que les Eurofighter doivent surtout prendre en charge des opérations de brouillage électronique de systèmes de défense antiaériens. Cette commande prévue est un mauvais signal pour le projet franco-germano-espagnol SCAF (système de combat aérien du futur) qui doit remplacer à l'horizon 2040 les avions de combat Rafale français et les Eurofighter allemands et espagnols. L'acquisition de ces F-35 pourrait en effet « supprimer » le besoin d'un nouveau chasseur européen à horizon 2040 pour l'Allemagne, pourtant l'objectif du projet européen SCAF.

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a voulu écarter ces craintes à la fin de février, estimant qu'à long terme, le projet d'avion européen était une « priorité absolue ». « Il est important pour moi (...) que nous construisions la prochaine génération d'avions de combat et de chars d'assaut en collaboration avec des partenaires européens », a-t-il affirmé. Cependant, l'armée allemande se devait de remplacer à court terme ses Tornado devenus « obsolètes », selon M. Scholz. Le SCAF, pierre angulaire du projet d'Europe de la défense, est dans la tourmente, depuis plusieurs mois, en raison de rivalités quant à la répartition du travail entre le français Dassault et Airbus, qui représente les intérêts allemands et espagnols. La guerre en Ukraine a toutefois rebattu les cartes en Europe, donnant un nouveau souffle au projet de défense commune. Berlin a d'ailleurs réalisé une volte-face historique, fin février, en annonçant dégager une enveloppe exceptionnelle de 100 milliards d'euros pour moderniser son armée et vouloir désormais dépenser chaque année au moins 2 % de son PIB dans la défense.

La balance commerciale de l'UE avec...

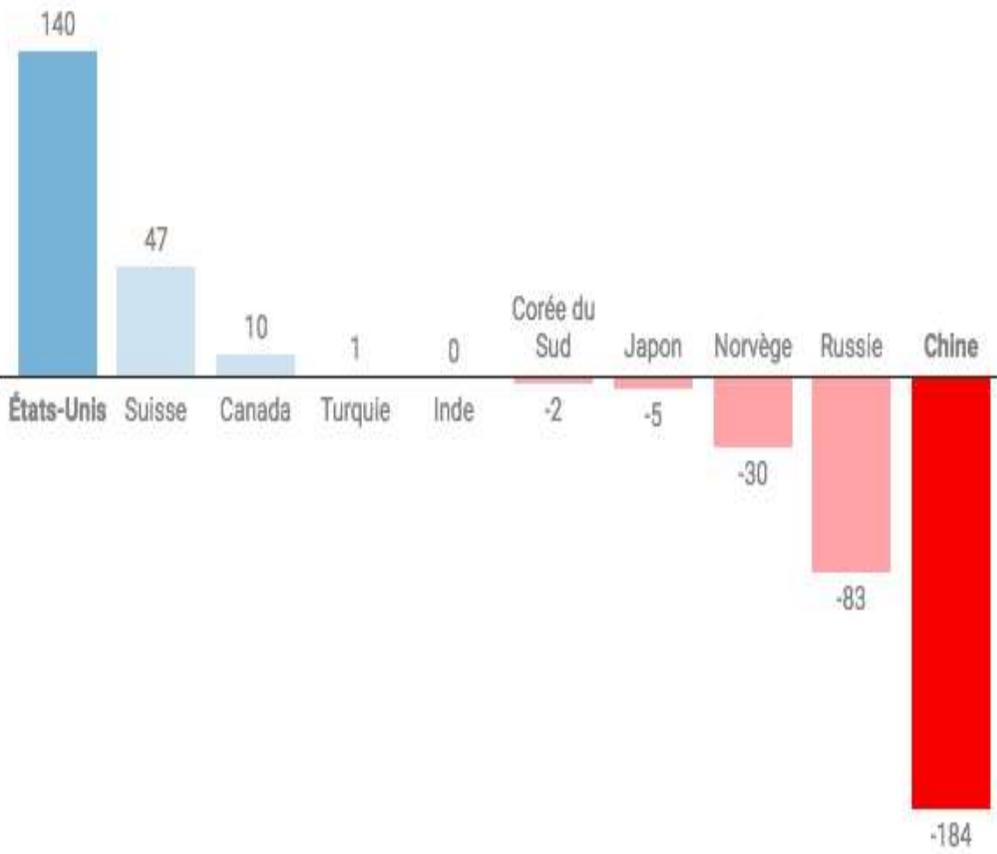


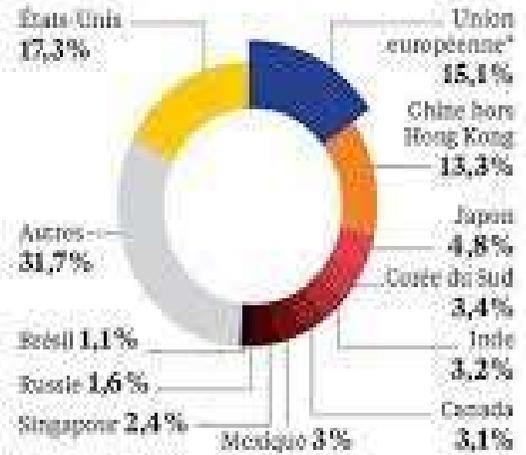
Chart: La Croix • Source: Eurostat • Get the data • Created with Datawrapper

Les principaux partenaires commerciaux de l'UE en 2018

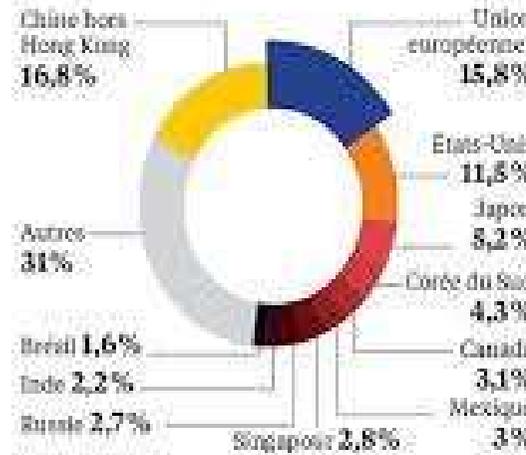


La place de l'UE dans le commerce mondial

Parts des principaux importateurs en 2017



Parts des principaux exportateurs en 2017



Valeurs politiques et relations Europe-Chine

À la veille du 70ème anniversaire de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme (2017), le European Think-tank Network on China (ETNC) publie un rapport sur le rôle des valeurs politiques dans les relations entre l'Europe et la Chine.

Des experts de la Chine de 17 institutions de recherche reconnues au niveau européen ont comparé le rôle que jouent les valeurs politiques dans les politiques étrangères de leur pays et de celle de l'UE vis-à-vis de la République Populaire de Chine.

Les résultats font apparaître quatre archétypes de comportement parmi les pays européens : actif et revendicatif ; actif et discret ; passif ; passif et potentiellement à rebours d'une position européenne commune.

Trois éléments importants doivent être pris en compte pour expliquer ces différences de positionnement :

Premièrement, si la majorité des Etats européens ont reculé sur la question de la défense des valeurs politiques dans leurs relations avec la Chine, cette tendance est plus marquée au sein des jeunes démocraties.

Deuxièmement, les Etats avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant élevé tendent à être plus actifs dans le champ des valeurs vis-à-vis de la Chine. Des échanges commerciaux intenses avec la Chine sont aussi liés à un plus grand activisme dans le domaine.

Troisièmement, les pressions chinoises ont amené certains pays européens à reconsidérer leur politique en matière de promotion de la démocratie, des droits de l'homme ou de l'Etat de droit. Toutefois, même dans ces cas, ces Etats n'ont pas complètement supprimé les valeurs politiques de leur agenda.

Malgré les efforts renouvelés de la Chine pour améliorer son image à l'étranger, dans chacun des pays étudiés, l'opinion publique avait en général une vision négative du système politique chinois.

Political values in Europe-China relations

Edited by: Tim Nicholas Bütz, Håkan Jerde, Franco-Paul van der Pijpen, John Searns, Mireia Otero-Iglesias, and Akar Elman



LE NOUVEAU RAPPORT DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LA STRATÉGIE POLITIQUE AVEC LA CHINE

“La Chine est un partenaire avec lequel nous allons poursuivre le dialogue et la coopération, mais une Union qui se présente comme géopolitique ne peut pas minimiser la politique étrangère affirmée de la Chine et ses opérations d’influence dans le monde, ni son mépris des droits de l’homme et de ses engagements envers les accords bilatéraux et multilatéraux. Il est grand temps que l’UE s’unisse autour d’une politique globale plus affirmée à l’égard de la Chine qui lui permette de défendre ses valeurs et ses intérêts en acquérant une autonomie stratégique dans des domaines tels que le commerce, le numérique, la sécurité et la défense.

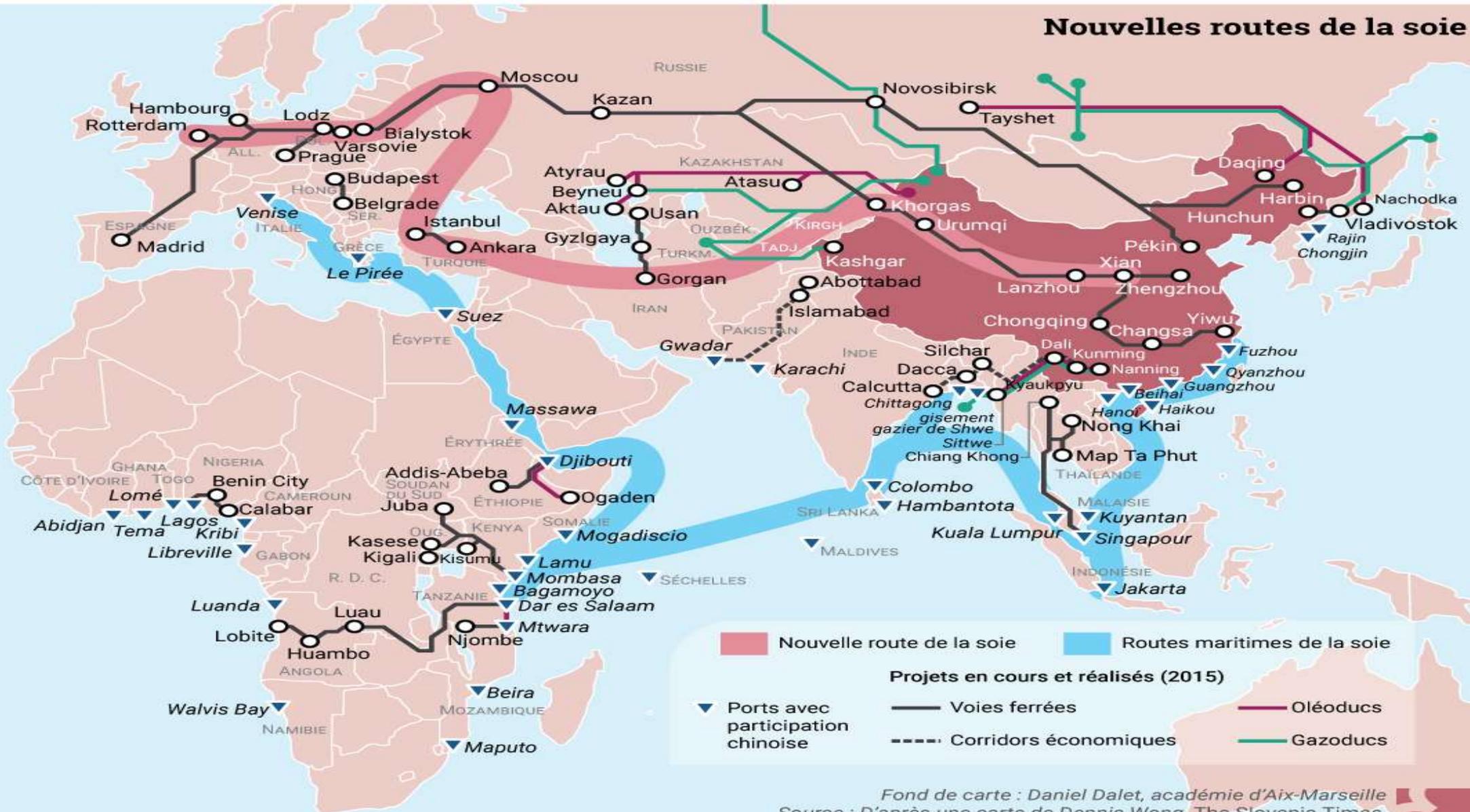
Rapporteuse H. Vautman

Pour faire face à ces dépendances stratégiques, il faut poursuivre deux objectifs : la résilience – limiter les vulnérabilités et se renforcer pour absorber les chocs – et l'influence – renforcer la capacité à agir et à façonner les enjeux internationaux, en fixant des règles, en influençant les partenaires et en se dotant de positions concurrentielles fortes.

Plusieurs objectifs doivent être poursuivis pour améliorer la résilience :

- utiliser les forums multilatéraux pour s'attaquer aux violations des accords internationaux et se coordonner avec des partenaires partageant ces objectifs.***
- un accès sécurisé aux matières premières critiques.***
- sécuriser les chaînes d'approvisionnement critiques.***
- protéger les infrastructures et les biens essentiels.***
- améliorer la surveillance et le contrôle des flux économiques.***
- renforcer les positions dans les nouvelles technologies***
 - consolider les positions fortes.***
- réglementer et fixer des normes au niveau mondial.***
- poursuivre une stratégie de partenariat compétitive.***

Nouvelles routes de la soie



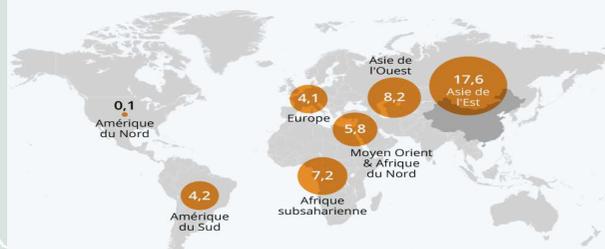
2000 km (Équateur)

Fond de carte : Daniel Dalet, académie d'Aix-Marseille
 Source : D'après une carte de Dennis Wong, The Slovenia Times,
<http://www.sloveniatimes.com/win-win-cooperation-along-the-one-belt-one-road>
 Réalisation : J.-B. Bouron, Géoconfluences, 2018



Nouvelles routes de la soie : la carte des investissements

Montant des investissements de la Chine dans les nouvelles routes de la soie par région en 2020 (en milliard de dollars)



Source : Green Belt and Road Initiative Center (CUFE, Beijing)

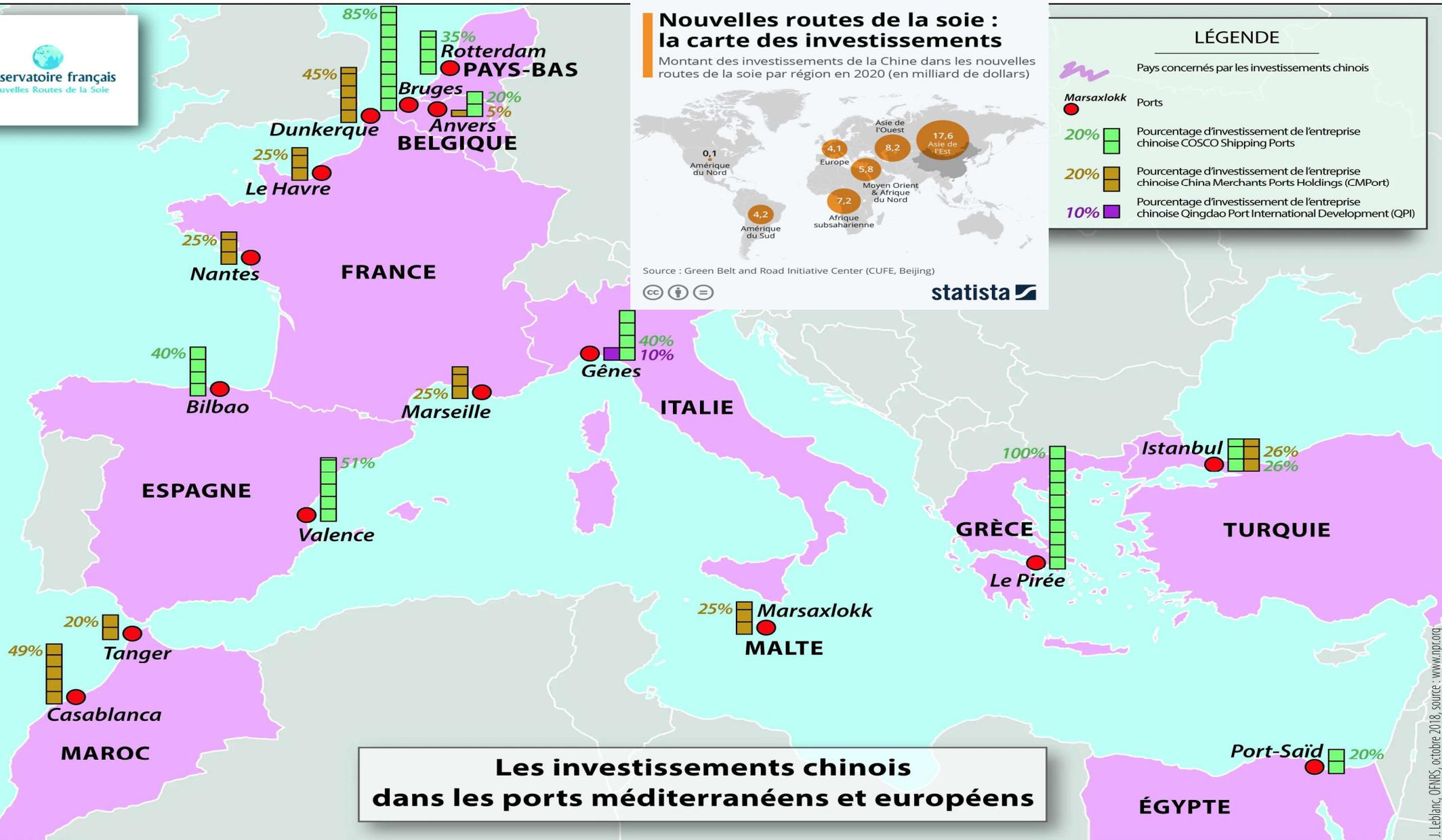


statista

LÉGENDE

- Pays concernés par les investissements chinois
- Marsaxlokk Ports
- 20% Pourcentage d'investissement de l'entreprise chinoise COSCO Shipping Ports
- 20% Pourcentage d'investissement de l'entreprise chinoise China Merchants Ports Holdings (CMPort)
- 10% Pourcentage d'investissement de l'entreprise chinoise Qingdao Port International Development (QPI)

Les investissements chinois dans les ports méditerranéens et européens



LA RUSSIE FACE À L'OTAN



DISCOURS DE POUTINE EN OCTOBRE 2022

Chers amis !

Je m'adresse à vous aujourd'hui, à tous les citoyens de notre pays, aux personnes de différentes générations, âges et nationalités, au peuple de notre grande Patrie, à tous ceux qui sont unis par la grande Russie historique, aux soldats et aux officiers, aux volontaires qui combattent actuellement sur les lignes de front, qui sont en service de combat, à nos frères et sœurs – aux habitants des Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk, des régions de Kherson et de Zaporoujje et d'autres régions libérées du régime néonazi.

L'objectif de cet Occident est d'affaiblir, de diviser et finalement de détruire notre pays. Ils affirment déjà ouvertement avoir réussi à diviser l'Union soviétique en 1991, et qu'il est maintenant temps pour la Russie elle-même de se désintégrer en une multitude de régions et de zones qui se combattent mortellement.

Et cela fait longtemps qu'ils préparent de tels plans. Ils ont encouragé les bandes de terroristes internationaux dans le Caucase, favorisé l'infrastructure offensive de l'OTAN à proximité de nos frontières. Ils ont fait de la russophobie totale une arme de prédilection, notamment en nourrissant pendant des décennies la haine de la Russie, avant tout en Ukraine, à laquelle ils ont préparé le sort d'une tête de pont anti-russe. Ils ont transformé le peuple ukrainien en chair à canon et l'on poussé à entrer en guerre contre notre pays. Ils ont déclenché cette guerre dès 2014, en utilisant les forces armées contre les civils, en organisant un génocide, un blocus et la terreur contre les personnes qui refusaient de reconnaître le pouvoir qui s'est imposé en Ukraine à la suite du coup d'État.



Angela Merkel est sortie de son silence. Discrète sur la scène médiatique depuis plusieurs semaines, malgré les critiques de l'exécutif, l'ex-chancelière allemande a tenu à balayer, en pleine rupture avec la Russie en raison de la guerre en Ukraine, les accusations concernant sa politique énergétique menée au cours de ses 16 années, et que certains jugent favorable à Moscou.

L'offensive avait été menée par son successeur, Olaf Scholz, issu du parti rival SPD, et qui salvait début septembre face aux risques de pénuries énergétiques « des décisions de grande portée »... « plus importantes que celles prises au cours des dernières décennies ».

Un mois plus tard, tandis que la situation énergétique de l'Allemagne se tend, contrainte notamment de prolonger ses centrales à charbon ou de diversifier ses fournisseurs de gaz, Angela Merkel a donc soutenu jeudi n'avoir aucun regret au pouvoir.

« Dans la perspective de l'époque, il était très rationnel et compréhensible de s'approvisionner en gaz de réseau, y compris auprès de la Russie, qui était moins cher que le GNL (gaz naturel liquéfié, ndlr) provenant d'autres régions du monde », a justifié celle qui a dirigé la première économie européenne entre 2005 et 2021, lors d'une conférence de presse à Lisbonne.

« Même pendant la guerre froide, la Russie était un fournisseur d'énergie fiable », a ajouté l'ex leader du parti conservateur CDU, qui s'est rendue dans la capitale portugaise en tant que présidente du jury d'un prix consacré aux efforts de mitigation et d'adaptation face au changement climatique.

« Je ne regrette absolument pas les décisions prises », a-t-elle souligné, en disant également ne pas avoir « changé d'avis » en ce qui concerne l'abandon du nucléaire.

La Tribune, 2022

L'UE ET LES HYDROCARBURES

Et cela fait longtemps qu'ils préparent de tels plans. Ils ont encouragé les bandes de terroristes internationaux dans le Caucase, favorisé l'infrastructure offensive de l'OTAN à proximité de nos frontières. Ils ont fait de la russophobie totale une arme de prédilection, notamment en nourrissant pendant des décennies la haine de la Russie, avant tout en Ukraine, à laquelle ils ont préparé le sort d'une tête de pont anti-russe. Ils ont transformé le peuple ukrainien en chair à canon et l'on poussé à entrer en guerre contre notre pays. Ils ont déclenché cette guerre dès 2014, en utilisant les forces armées contre les civils, en organisant un génocide, un blocus et la terreur contre les personnes qui refusaient de reconnaître le pouvoir qui s'est imposé en Ukraine à la suite du coup d'État.

Enquête Radio France

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-question-du-jour/macronleaks-y-a-t-il-eu-ingerence-russe-dans-l-election-presidentielle-francaise-6441255>



Les usines à Troll russes

En Russie, les trolls existent vraiment. Il s'agit d'une multitude de cybersoldats au service de la propagande du Kremlin, qui s'affairent comme des fourmis venimeuses sur les réseaux sociaux et les forums russes, mais aussi sur les sites de la presse étrangère comme CNN ou *The Guardian*. Leur mission : tenir des blogs et inonder les discussions en ligne de commentaires célébrant Vladimir Poutine et sa politique et dénigrant l'Occident.

«*La journée commence à 9 heures pile. Le moindre retard est sanctionné d'une amende*», raconte Marat, un instituteur de 40 ans qui vient de passer deux mois *embedded* avec les trolls, de décembre à février, dans l'un de leurs QG. Un bâtiment quelconque, sans enseigne, dans une banlieue de Saint-Pétersbourg, enregistré auprès des autorités sous le nom insipide d'Agence d'investigation de l'Internet. Cette fabrique de trolls emploie des centaines de blogueurs, payés entre 40 000 et 65 000 roubles par mois (745 et 1 200 euros). Dans une atmosphère impersonnelle et méfiante - le rire est interdit et passible d'amende, le copinage n'est pas bienvenu -, ils passent une douzaine d'heures, de jour comme de nuit, à rédiger des commentaires et alimenter des discussions sur tous les thèmes qui surgissent dans l'actualité russe.

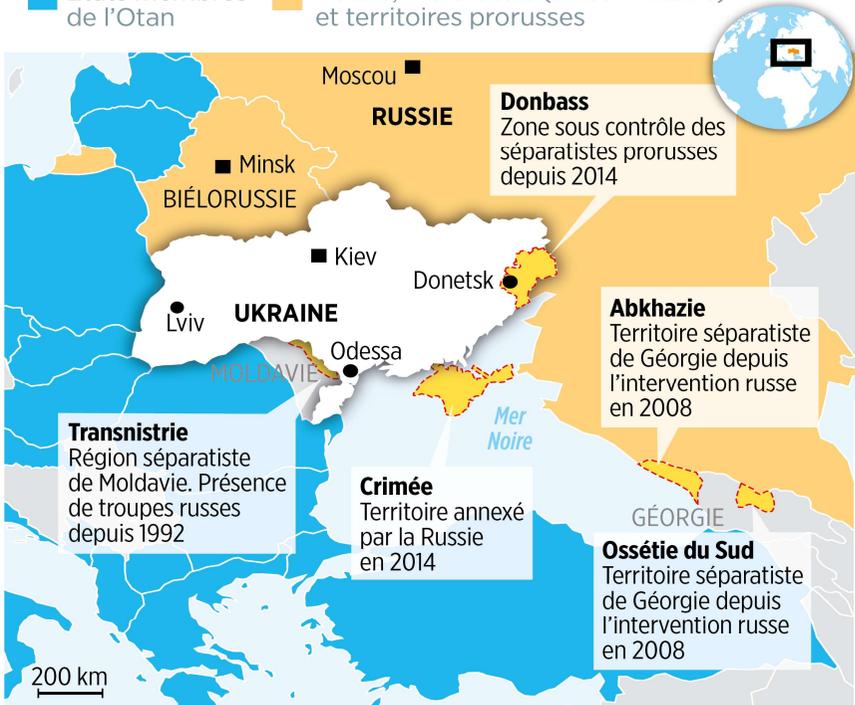
Libération

Viktor Louchenko, leader ukrainien pro-UE, empoisonné en 2004

Ces territoires grignotés par la Russie



■ États membres de l'Otan ■ Russie, Biélorussie (alliée militaire) et territoires prorusses



LP/INFOGRAPHIE. 22/2/2022.

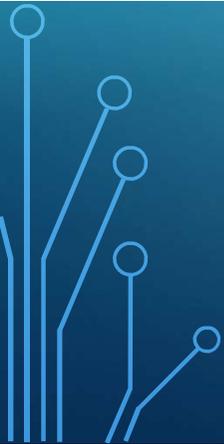
INTERVENTIONS MILITAIRES RUSSES



MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté Égalité Fraternité

Principales troupes (aviation, blindés et artillerie)

- Truppe russe
- Truppe ukrainienne
- Centrale russe/MDR
- Ancienne ligne de contact Donbass
- Transnistrie
- Zone contestée
- Zone sous contrôle russe



L'EMPIRE OTTOMAN, UN EMPIRE EURASIATIQUE



LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE TURC

MARCEL BAZIN, L'INDUSTRIALISATION DE LA TURQUIE, CAHIERS DE LA MEDITERRANÉE



Très schématiquement, le processus d'industrialisation turc peut être découpé en quatre périodes, qui relèvent de l'histoire politique plus qu'économique, mais les tournants politiques ont souvent réorienté les politiques économiques en Turquie :

- les débuts ottomans marqués par la satisfaction des besoins du Palais et de l'Armée ainsi que par celle des besoins élémentaires de la population face aux pressions des économies européennes en pleine ère coloniale ;

- le début de la période républicaine marqué par la recherche de l'indépendance économique et d'une relative autarcie et le développement des industries de substitution aux importations, de la fondation de la République en 1923 jusqu'à 1950, avec le rapprochement politique avec l'Occident, l'extension du Plan Marshall à la Turquie et le passage au multipartisme, accompagnés d'une première libéralisation économique ;

- une première ouverture économique timide due à l'obligation de rattraper les retards accumulés face à l'Occident ; encadrée par un dirigisme étatique mâtiné d'incitations à la création d'un secteur privé (1950-1980) ;

- le tournant de 1980 impulsé par Turgut ÖZAL, alors ministre de l'Économie et des Finances, devenu ensuite Premier Ministre, puis Président de la République. L'industrie connaît depuis une vague libérale, caractérisée par la déréglementation, les privatisations et un fort appel aux capitaux étrangers.

Histoire d'Israël, les effets de la...

ATATÜRK ET LE MODELE D'UN ETAT- NATION



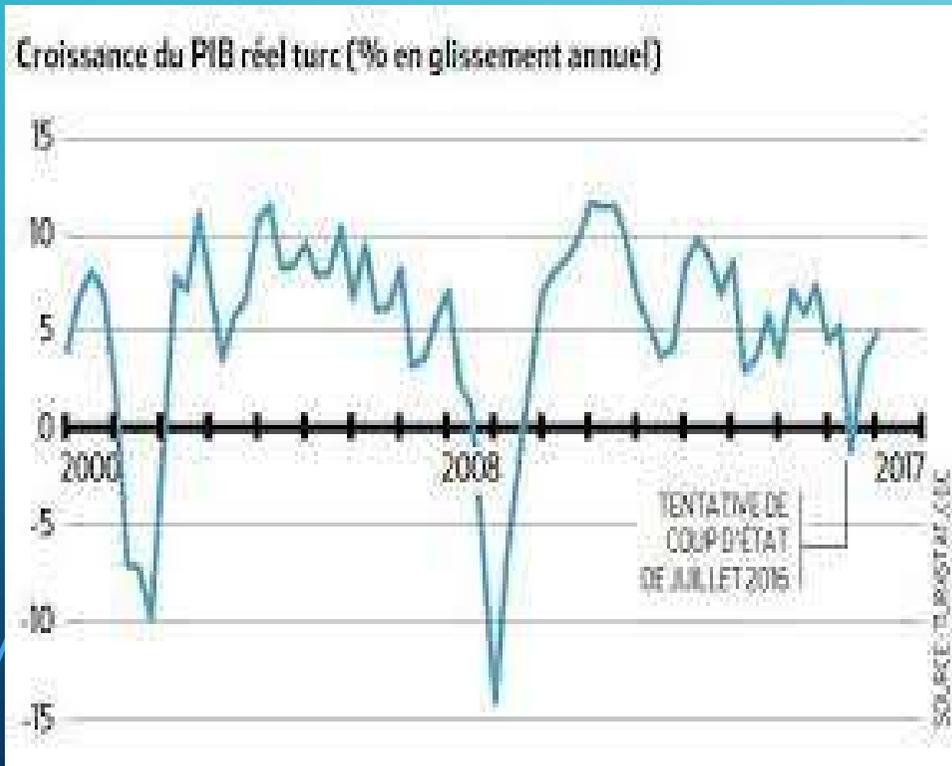
Nous avons réalisé de grandes choses en peu de temps. La plus grande de ces oeuvres est la République Turque qui a son fondement dans l'héroïsme et la haute culture turcs. Nous devons ce succès à ce que la nation et la glorieuse armée turques ont avancé, la main dans la main, avec décision. Mais ce que nous avons fait nous ne le considérons jamais suffisant. Parce que nous sommes dans la nécessité et la détermination d'en faire encore davantage et de plus grandes choses. Nous hisserons notre pays au rang des nations les plus prospères et les plus modernes. Nous doterons notre nation de la plus grande prospérité, des plus grands moyens de production et des plus grandes richesses. Nous élèverons la culture de notre pays au-dessus du niveau des cultures modernes. Pour cela nous ne mesurerons pas le temps à la vieille aune de la mollesse des siècles précédents, mais à l'aune de la vitesse et du mouvement de notre époque. Nous travaillerons plus que dans le passé. Je ne doute pas de notre succès en cela. Parce que la caractère de la Nation Turque est élevé. La Nation Turque est travailleuse. La Nation Turque est intelligente. Parce que la Nation Turque a su vaincre les difficultés dans l'union nationale. Parce que, dans la voie de l'élévation et de la modernisation où elle marche, elle tient en main et porte dans son esprit le flambeau de la science positive.

Discours de 1933

LES FACTEURS DE REJET DE LA CANDIDATURE TURQUE

- ❖ La Turquie ne serait pas européenne, du fait d'un territoire qui appartient à 95% à l'Asie, et d'une culture et civilisation qui serait moyen-orientale, notamment au niveau religieux avec 97% de musulmans. Cette critique est notamment portée par les droites européennes et par les pays de l'est, fortement attachés aux supposées valeurs chrétiennes de l'Europe.
- ❖ Le développement économique de la Turquie ne serait pas suffisant pour intégrer la CEE puis l'UE.
- ❖ Le poids démographique de la Turquie (85 millions) lui donnerait un poids trop important dans l'UE.
- ❖ Les héritages historiques et les conflits contemporains entraînent un rejet de la candidature turque par de nombreux pays comme la Grèce (conflits autour des îles de la mer Ionienne), Chypre (division de l'île en deux), et le pays de l'est comme la Bulgarie et la Roumanie qui se rappellent l'occupation ottomane.
- ❖ La peur d'une immigration turque massive vers les pays connaissant déjà une importante communauté turque, comme l'Allemagne et l'Autriche.
- ❖ La question de des droits de l'homme, et notamment de la reconnaissance du génocide arménien et du règlement de la question kurde, porté notamment par la France.

LE DÉVELOPPEMENT TURC: CROISSANCE ET KANAL ISTANBUL



ERDOGAN, UN TOURNANT ILLIBÉRAL ET ANTI- OCCIDENTAL



Lors d'un forum économique à la présidence turque, hier, Recep Tayyip Erdogan (au centre) a répondu dans un virulent discours aux critiques des États-Unis et de l'Europe sur l'ampleur des purges après le putsch avorté du 15 juillet. Kayhan Ozer/Service de presse présidentiel turc/AFP

Le président Recep Tayyip Erdogan a lancé son attaque la plus virulente contre l'Occident depuis la tentative de coup d'État ratée en Turquie. « Malheureusement, l'Occident soutient le terrorisme et se range aux côtés des putschistes », a déclaré le chef de l'État turc dans un discours à Ankara, en réponse aux critiques des États-Unis et de l'Europe sur l'ampleur des purges après le putsch avorté du 15 juillet. « Ceux que nous imaginions être nos amis prennent le parti des putschistes et des terroristes », a-t-il répété lors d'un forum économique à la présidence. Il a affirmé que le scénario du putsch « avait été écrit depuis l'étranger ». Ankara accuse le prédicateur Fethullah Gülen, en exil aux États-Unis, d'être le cerveau du coup d'État, ce que ce dernier dément vigoureusement. M. Erdogan a ainsi rejeté les critiques des Européens sur les mesures prises après le putsch, soutenant que « l'état d'urgence respecte les procédures européennes ».

« Regardez ce qu'a fait la France : trois plus trois plus six, elle a déclaré un an d'état d'urgence », a-t-il rappelé.

Le président turc s'est, par ailleurs, insurgé contre la décision des autorités allemandes de lui interdire de s'adresser par un lien vidéo à ses partisans, rassemblés dimanche dernier à Cologne, pour soutenir la démocratie. Il a reproché à Berlin d'avoir laissé récemment s'exprimer par vidéoconférence la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considérée comme une organisation terroriste par la Turquie.

En réponse, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a rejeté la « menace » de la Turquie de ne plus appliquer un accord crucial limitant l'afflux de migrants en Europe, faute de libéralisation du régime de visa pour les Turcs. Parallèlement, le chancelier autrichien, Christian Kern, a rejeté toute tentative d'intimidation turque.

L'Orient le jour, 2016.

LES LIMITES DE LA PUISSANCE

DANS SA POLITIQUE DE PUISSANCE, LA TURQUIE SE HEURTE À LA RUSSIE EN SYRIE ET AUX OCCIDENTAUX EN LYBIE ET EN MEDITERRANÉE, TANDIS QUE LE PROBLEME KURDE DEVIENT BRÛLANT AVEC L'AUTONOMIE DU KURDISTAN SYRIEN.



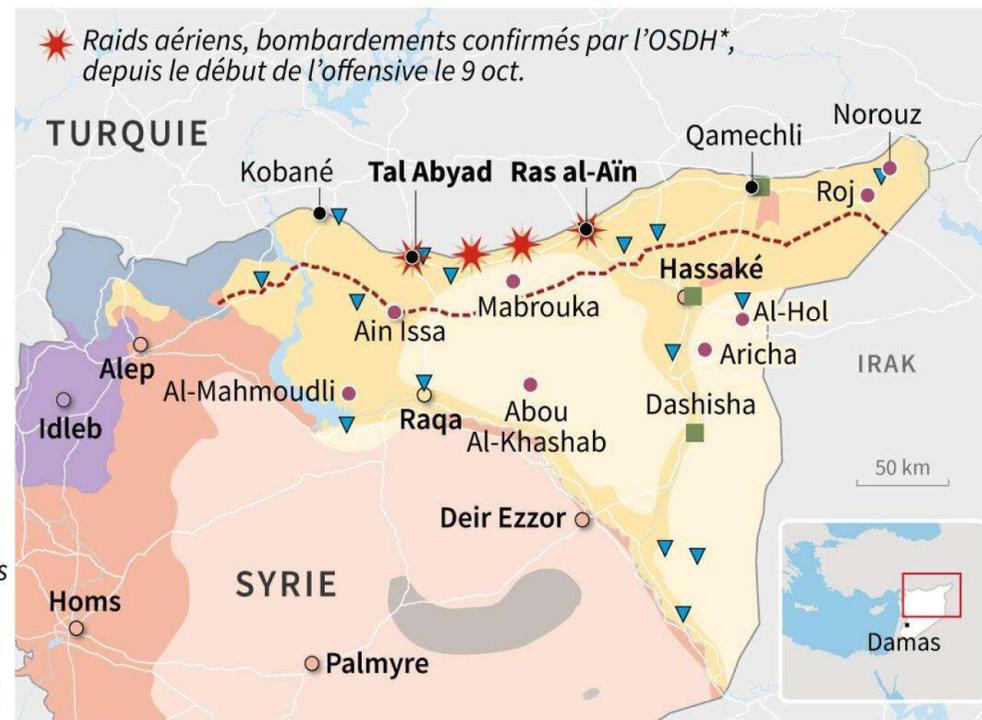
Offensive turque en Syrie

- Projet turc de zone tampon
- Camps de déplacés gérés par l'Onu
- ▼ Bases et positions des forces américaines
- Prisons où des jihadistes de l'EI** seraient détenus

- Au 7 oct
- Contrôle (zones habitées)
- Présence (zones peu peuplées)
- Régime et alliés
 - Kurdes et alliés
 - Turcs et alliés
 - Rebelles ou groupes jihadistes
 - **Groupe État islamique

Source : *Observatoire syrien des droits de l'homme, gouvernement turc, UNOCHA

© AFP



Le conflit franco-greco-turc en 2020

La Turquie s'intéresse aux réserves d'hydrocarbures de Méditerranée orientale. Ankara a trouvé un allié suite à un accord de délimitation maritime conclu avec le Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, fin novembre 2019, afin de donner du poids à ses prétentions sur de vastes zones de la région. Au début de l'année, Chypre, l'Égypte, la France et la Grèce ont dénoncé un texte qui *"n'est pas conforme au droit de la mer"* et dont *"ne peut découler aucune conséquence juridique"*. Ils condamnent également les forages réalisés lors des derniers mois par la Turquie au large de Chypre. Athènes soutient que le droit d'exploiter les ressources naturelles autour de ses îles situées à proximité des côtes turques lui appartient. Mais son voisin proteste, estimant que cela reviendrait à le priver de dizaines de milliers de km² de mer.

La France cumule des motifs de mécontentement contre la Turquie, liés notamment au dossier libyen. Au mois de juin, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a notamment condamné *"le soutien militaire croissant"* de la Turquie au GNA en *"violation directe de l'embargo des Nations unies"*. Dans ce contexte déjà tendu, la France a dénoncé une manœuvre "agressive" de la part de frégates turques à l'encontre de l'un de ses navires engagés dans une mission de l'Otan, le 10 juin. Selon Paris, la frégate *Le Courbet* cherchait à identifier un cargo suspecté de transporter des armes vers la Libye quand elle a été illuminée à trois reprises par le radar de conduite de tir de l'escorte turque. Dans la dispute entre Athènes et Ankara, la France a clairement affiché son soutien à la Grèce. Paris a déployé en août des navires de guerre et des avions de combat dans la région, une initiative vivement dénoncée par le président turc.

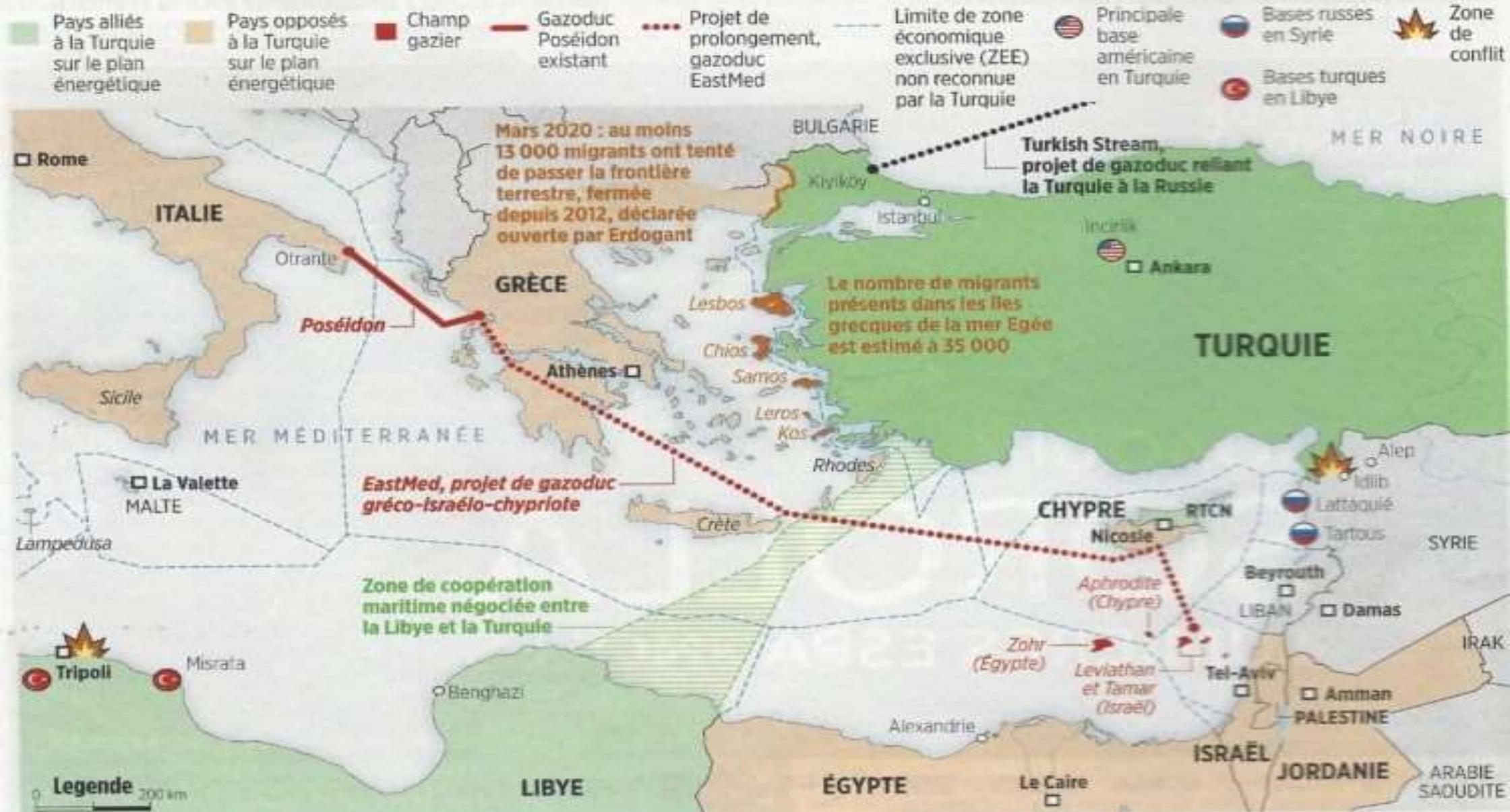
La Turquie a elle aussi entamé de nouvelles manœuvres militaires fin août, avec notamment des exercices de tir pendant deux semaines dans une zone située au large de la ville turque d'Anamur, et au nord de l'île de Chypre (occupé par la Turquie). Dans ce contexte déjà tendu, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a annoncé samedi un *"important"* programme d'achats d'armes 18 avions français Rafale, quatre frégates et quatre hélicoptères de la marine. Quelque 15 000 soldats supplémentaires seront également recrutés. Ce contrat entre Paris et Athènes pourrait encore accentuer la crise avec Ankara.

Dans ce dossier, la France semble peu suivie par ses partenaires de l'OTAN. Au moins de juin, seul huit des 30 pays avaient d'ailleurs approuvé la demande d'enquête formulée par Paris après l'incident du *Courbet*. Bien conscient du poids démographique et militaire de son pays dans l'organisation, l'ambassadeur de Turquie en France, Ismail Hakki Musa, avait lancé début juillet : *"Imaginez l'Otan sans la Turquie ! Vous n'aurez plus d'Otan (...) ! Vous ne saurez pas traiter l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Méditerranée au sud, le Caucase, la Libye, l'Égypte"*.

Certains pays, dont l'Allemagne, sont en effet assez prudents sur la nature de la réponse à apporter à Recep Tayyip Erdogan. Le dossier fait l'objet d'une certaine divergence de vues entre Paris et Berlin. *"Angela Merkel reste traumatisée par l'épisode de 2015, lorsqu'Ankara a ouvert ses frontières à des centaines de milliers de réfugiés et de migrants"*, estime le diplomate d'un grand pays cité par Libération. Sans compter le poids de la forte communauté turque outre-Rhin. Malgré tout, le président français semble trouver une oreille plus attentive au sein de l'Union européenne qu'à l'Otan. Lors d'une rencontre en Corse, jeudi, les pays méditerranéens de l'UE (Med7) ont d'ailleurs brandi la menace de sanctions économiques supplémentaires si la Turquie continuait ses actions unilatérales. La question devrait être à nouveau évoquée lors du Conseil européen, les 24 et 25 septembre. Ces sanctions pourraient concerner des individus, des navires ou l'utilisation des ports européens, a précisé Josep Borrell, responsable de la diplomatie européenne, ajoutant que l'UE se focaliserait sur tout ce qui concerne *"les activités que nous considérons comme illégales"*.

France TV info, 2020.

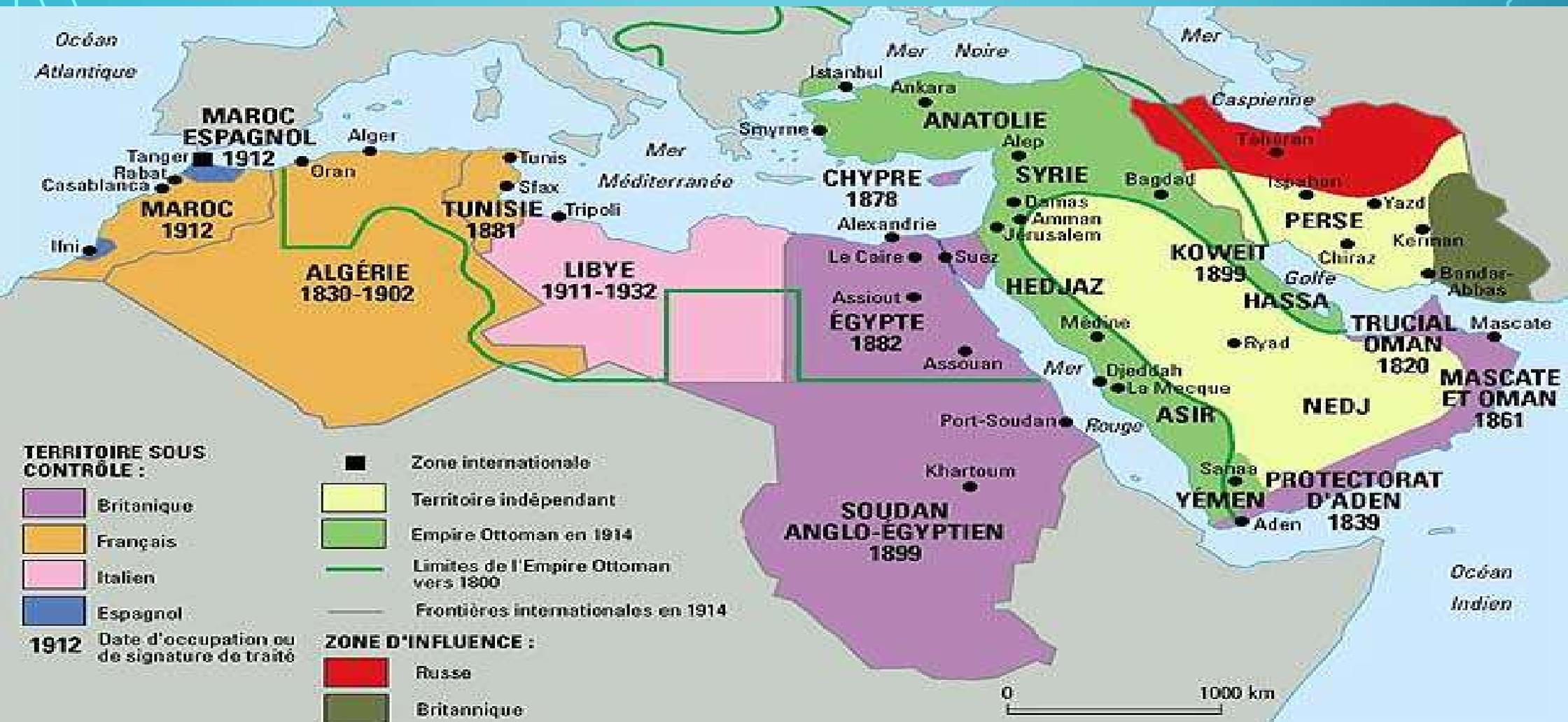
Les nouvelles lignes de front

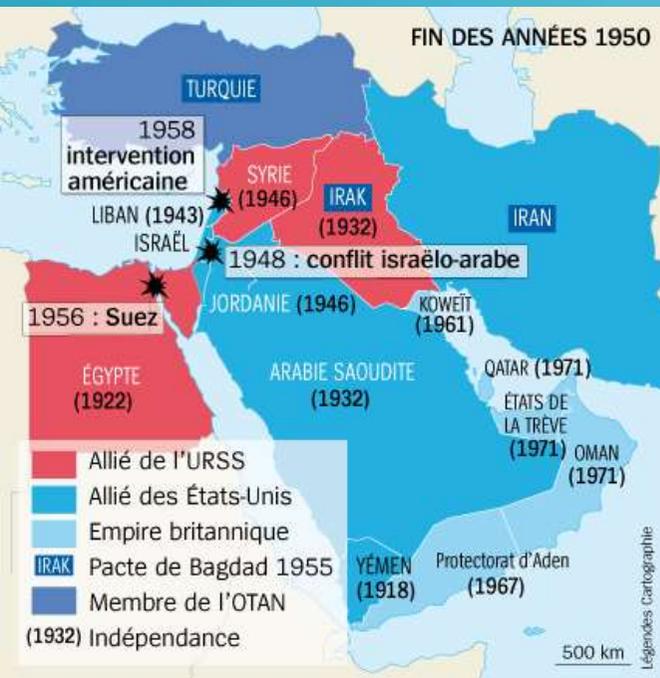
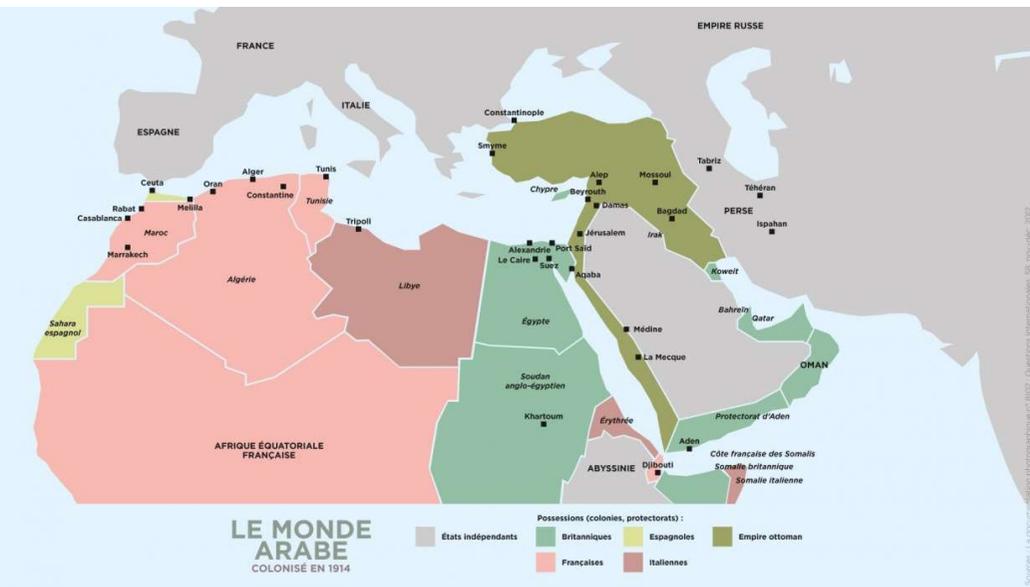


L'ACCORD TURQUIE-UE SUR LES MIGRANTS

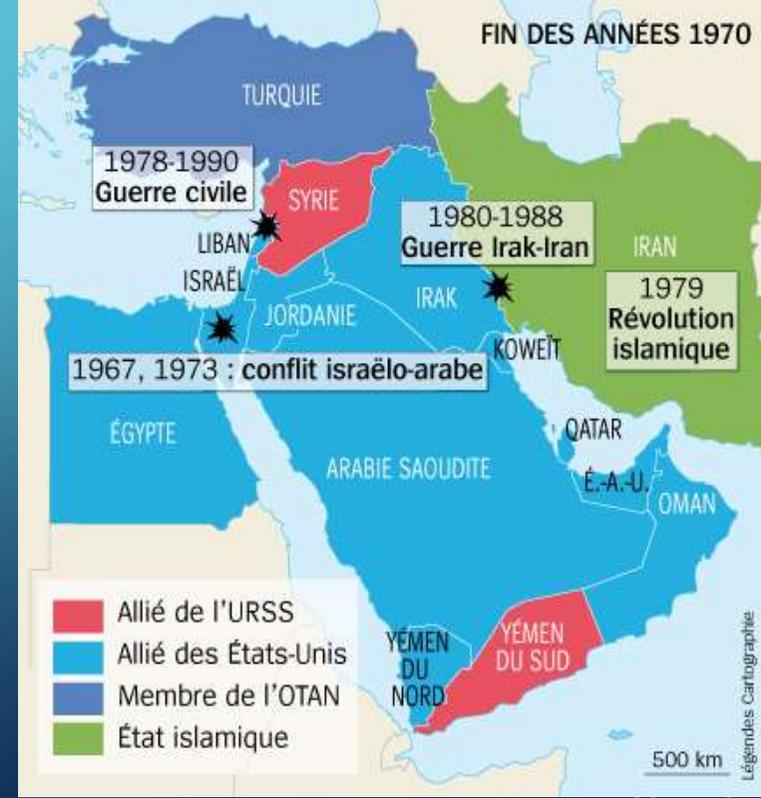
- ❑ Que la Turquie régule les flux de migrants, et qu'elle accepte de prendre les migrants refoulés de Grèce, contre une aide de 3 milliards d'euro.
- ❑ Des meilleures conditions d'entrée des migrants turcs dans l'UE.
- ❑ La réouverture de chapitres de négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'UE, jusque là au point mort.

LE GREAT MIDDLE EAST DÉFINI PAR LES AMÉRICAINS





LES PAYS DU MENA ENTRE COLONISATION ET GUERRE FROIDE



LA QUESTION MÉMORIELLE, UN ECUEIL PERMANENT

Près de six décennies après son dénouement, la guerre d'Algérie continue d'empoisonner à la fois les relations de Paris avec son ancienne colonie et le vivre-ensemble, dans une France où cohabitent ses anciens protagonistes et leurs descendants. A l'amnésie et au refoulement français a succédé une profusion de témoignages oraux ou écrits. Mais, dans un pays dont 7 millions d'habitants (pieds-noirs, harkis, appelés, immigrés) sont liés personnellement ou familialement au drame de cette décolonisation, les mémoires cloisonnées n'ont cessé de se concurrencer, parfois de s'affronter. En Algérie, au contraire, le régime a saturé l'espace d'un récit guerrier glorieux propre à masquer les conflits entre Algériens, à asseoir un récit national et à légitimer son autoritarisme.

Sortir enfin de ce conflit mémoriel est une nécessité à la fois diplomatique (il brouille le message de la France au Maghreb) et politique (il compromet la cohésion nationale, en particulier l'intégration des enfants d'immigrés et de harkis). Convaincus de l'importance de l'enjeu, Jacques Chirac puis Nicolas Sarkozy s'étaient déjà attelés à la tâche. A chaque fois, l'instrumentalisation des questions mémorielles et identitaires à des fins électorales, s'ajoutant aux soubresauts de la situation en Algérie, avait ruiné leurs tentatives.

Emmanuel Macron, premier chef d'Etat français à être né après l'indépendance de l'Algérie, a fait preuve en la matière d'un volontarisme de bon augure, en demandant à l'historien Benjamin Stora de lui proposer des gestes susceptibles de contribuer « à l'apaisement et à la sérénité de ceux que [la guerre d'Algérie] a meurtris (...) tant en France qu'en Algérie ». Le rapport que l'universitaire devait lui remettre mercredi 20 janvier est à la fois prudent et ambitieux. Prudent parce qu'il évacue comme une impasse la question de la « repentance », qui n'a cessé d'envenimer le débat, pour se focaliser sur la « reconnaissance » d'événements précis. Ambitieux parce qu'il propose de restituer à l'Algérie certaines archives, de faire la lumière sur les assassinats d'Européens à Oran en juillet 1962, d'identifier systématiquement les disparus de la guerre des deux côtés et de travailler avec les Algériens sur les contaminations consécutives aux essais nucléaires poursuivis par la France dans le Sahara jusqu'en 1966. Suggestion centrale, une commission « Mémoire et vérité » réunissant des responsables et des membres de la société civile des deux pays, impulserait des initiatives mémorielles communes.

Le président de la République doit tout faire pour relayer l'impulsion donnée par les propositions Stora et les mettre en œuvre. Ainsi, faute de pression de sa part sur l'armée pour l'ouverture des archives, le rapport de l'historien risque de n'être qu'un ballon d'essai.

Le Monde, 2021.

RENTE MÉMORIELLE

« On s'achemine vers une nouvelle crise franco-algérienne avec toujours les mêmes ingrédients, histoire, visas, mémoire, sur fond de turbulences politiques et crise migratoire. » Ce tweet de l'ancien ambassadeur français à Alger, Xavier Driencourt, résume parfaitement la situation qui prévaut actuellement entre Alger et Paris, où les signes de tensions se multiplient depuis quelques jours.

Le double déclencheur de cette nouvelle crise s'articule autour de la décision de la France de réduire de 50 % les visas octroyés aux Algériens et les récentes déclarations du président Emmanuel Macron lors de sa rencontre, le 30 septembre à l'Élysée, avec des jeunes Français d'origine algérienne, binationaux, et des Algériens pour échanger sur la question mémorielle.

Sur le premier dossier, celui des visas, Alger avait réagi à cette mesure de rétorsion motivée, selon Paris, par le refus algérien de faciliter le renvoi des clandestins chez eux en Algérie. Pour Alger, cette décision est « disproportionnée » et « malencontreuse », et cela a été répété à l'ambassadeur de France en Algérie, François Gouyette, convoqué aux Affaires étrangères algériennes le 29 septembre pour se faire notifier une « protestation formelle du gouvernement algérien »

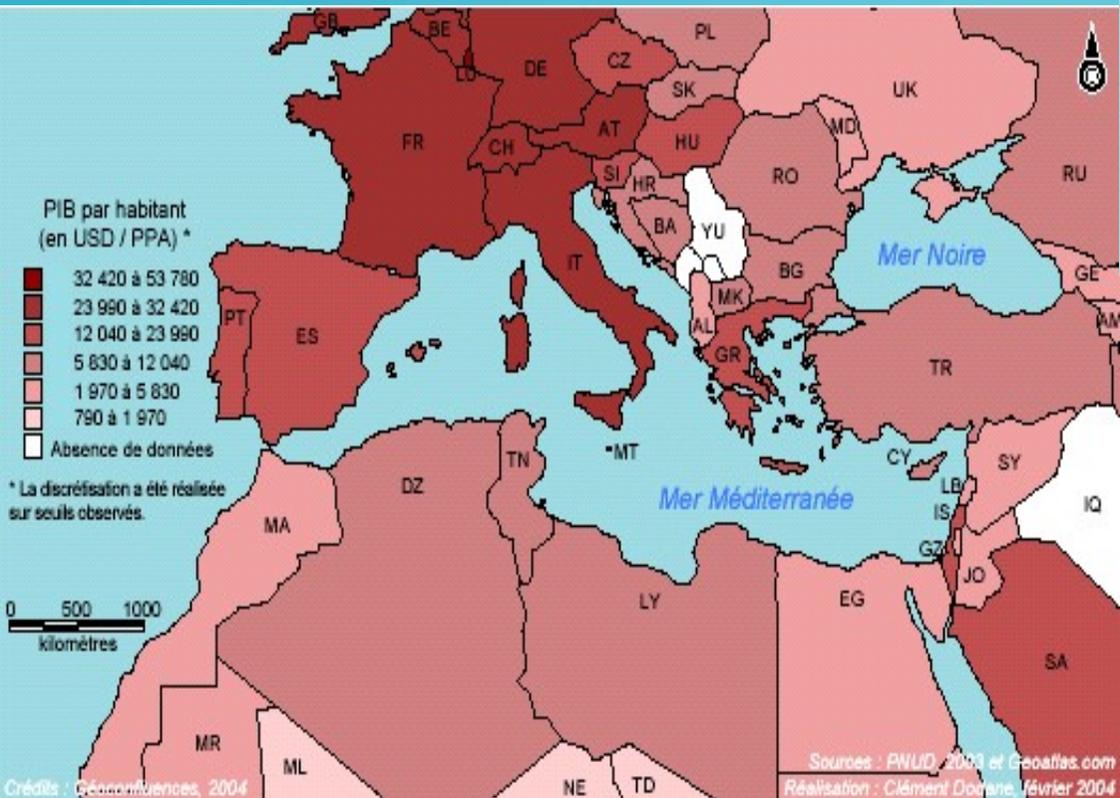
«Rente mémorielle »

Jusqu'au samedi 2 octobre, la situation en était là avant que les événements ne s'accélérent, installant les « mêmes ingrédients » de litige, pour reprendre le tweet de l'ancien ambassadeur Driencourt.

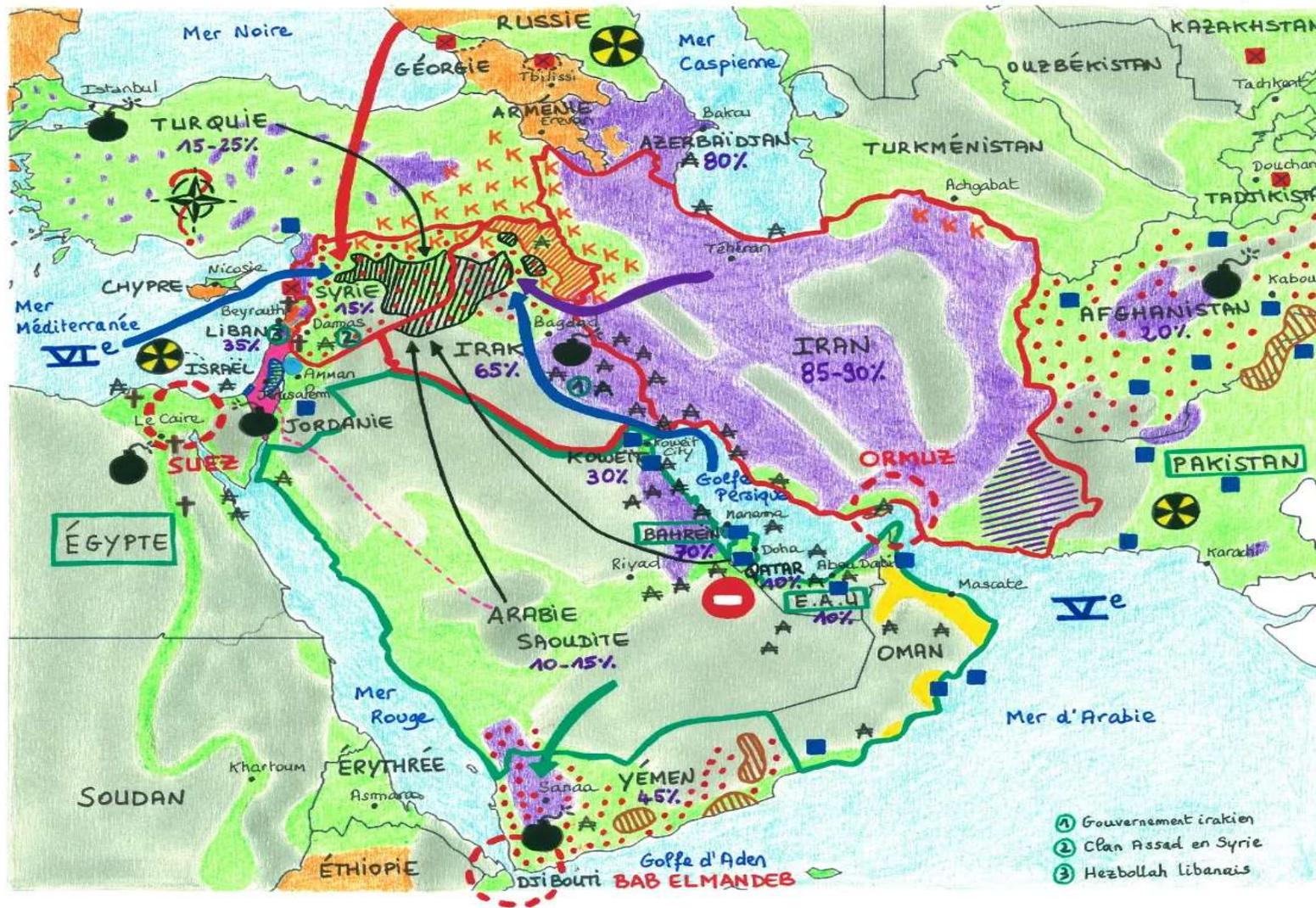
Accompagné par l'historien Benjamin Stora, Emmanuel Macron rencontre, jeudi 30 septembre, des jeunes issus des communautés ayant un lien fort avec l'histoire franco-algérienne pour débattre et échanger sur la question mémorielle. Sur la réduction drastique des visas, Macron déclare, selon *Le Monde* : « On va s'attacher à ce que les étudiants et le monde économique puissent le garder. On va plutôt ennuyer les gens qui sont dans le milieu dirigeant, qui avaient l'habitude de demander des visas facilement. » Ajoutant, en parlant des dirigeants algériens (marocains et tunisiens, également concernés par cette décision) : « Si vous ne coopérez pas pour éloigner des gens qui sont en situation irrégulière et dangereux, on ne va pas vous faciliter la vie. » Mais surtout, ce sont les déclarations du président français sur la question de la mémoire et de la colonisation qui détonnent. Il regrette qu'Alger n'ait pas emprunté le chemin qu'a pris Paris pour affronter son histoire franco-algérienne et dénonce une « histoire officielle » en Algérie, « totalement réécrit[e] qui ne s'appuie pas sur des vérités », mais sur « un discours qui, il faut bien le dire, repose sur une haine de la France ». « La nation algérienne post-1962 s'est construite sur une rente mémorielle [...] tout le problème, c'est la France. »

Le Point, 2021

LA MÉDITERRANÉE, UNE FRONTIÈRE DU DÉVELOPPEMENT



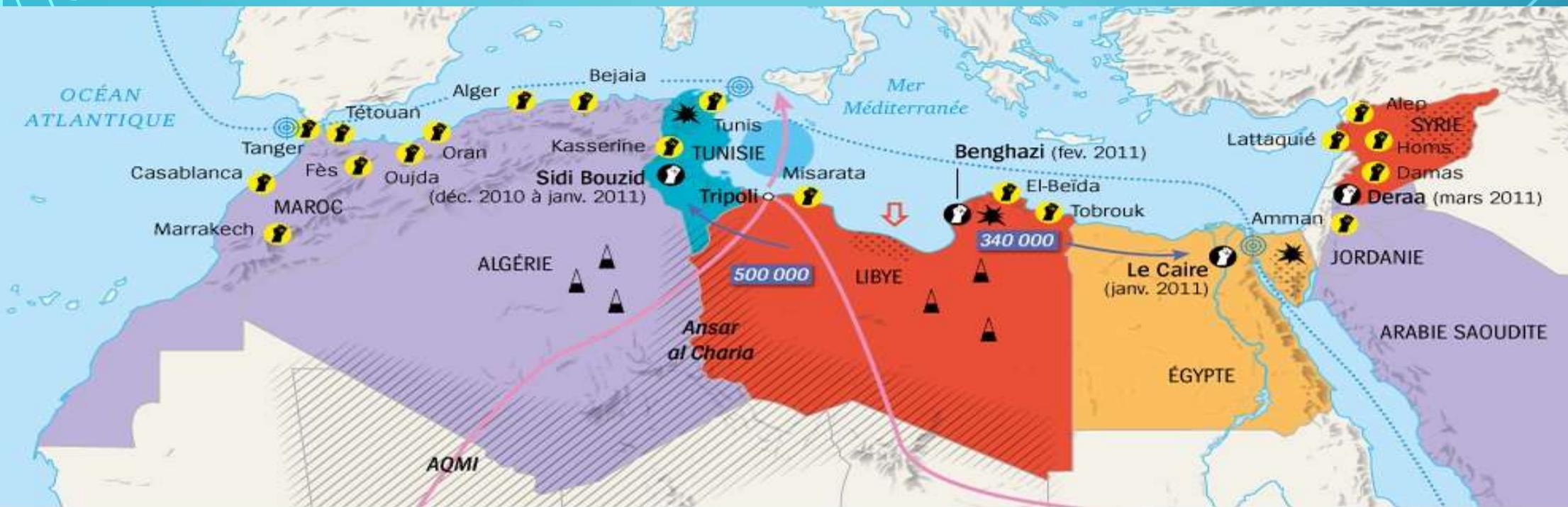
LES CONFLITS DU MOYEN-ORIENT



- ZONES de guerre
- ⊕ Question palestinienne non résolue
- 4) Une mosaïque religieuse source d'instabilité
 - Zones peuplées en majorité de:
 - chiites
 - sunnites
 - ibadites
 - chrétiens
 - juifs
 - † minorités chrétiennes supérieures à 8% de la population
 - 20% pourcentage de chiites par pays (+10% population)
 - Zones peu ou pas peuplées
- 2) Une région à forts enjeux commerciaux
 - ⊖ les détroits stratégiques
 - ▲ principaux gisements d'hydrocarbure
- 3) La guerre des islamistes radicaux
 - ▨ zones tenues par Daesh à l'été 2017
 - ▨ zones de recueil d'Al-Qaeda
 - pays soupçonnés d'avoir soutenu Daesh
 - ⊕ pays particulièrement touchés par les attentats
- 4) La bataille Iran / Arabie Saoudite pour le leadership régional
 - pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)
 - ⊖ blocus du Qatar
 - E.A.U. pays sunnites alignés sur les positions saoudiennes
 - interventions saoudiennes à l'étranger (coalition arabe)
 - ① arabes chiites alliés de l'Iran
 - ② mouvement sunnite allié de l'Iran (HAMAS)
 - interventions iraniennes à l'étranger
 - rapprochement Israël / Arabie Saoudite
- 5) Les oppositions entre puissances
 - ⊕ puissances nucléaires
 - bases américaines
 - ⊖ flottes américaines
 - interventions américaines
 - bases russes
 - pays soutenant la Russie
 - interventions russes
 - ⊖ la Turquie incertaine
- 6) Les mouvements séparatistes
 - ▨ Kurdistan autonome irakien
 - K zones de peuplement kurde
 - ▨ Baloutches iraniens

- ① Gouvernement irakien
- ② Clan Assad en Syrie
- ③ Hezbollah Libanais

PRINTEMPS ARABE ET CONSÉQUENCE



Situation politique

- Révolution et démocratisation du régime
- Manifestation et réformes sociales
- Renversement du gouvernement puis retour à un régime autoritaire
- Guerre civile
-  Premières manifestations
-  Principales villes touchées par les manifestations

Économie et géopolitique

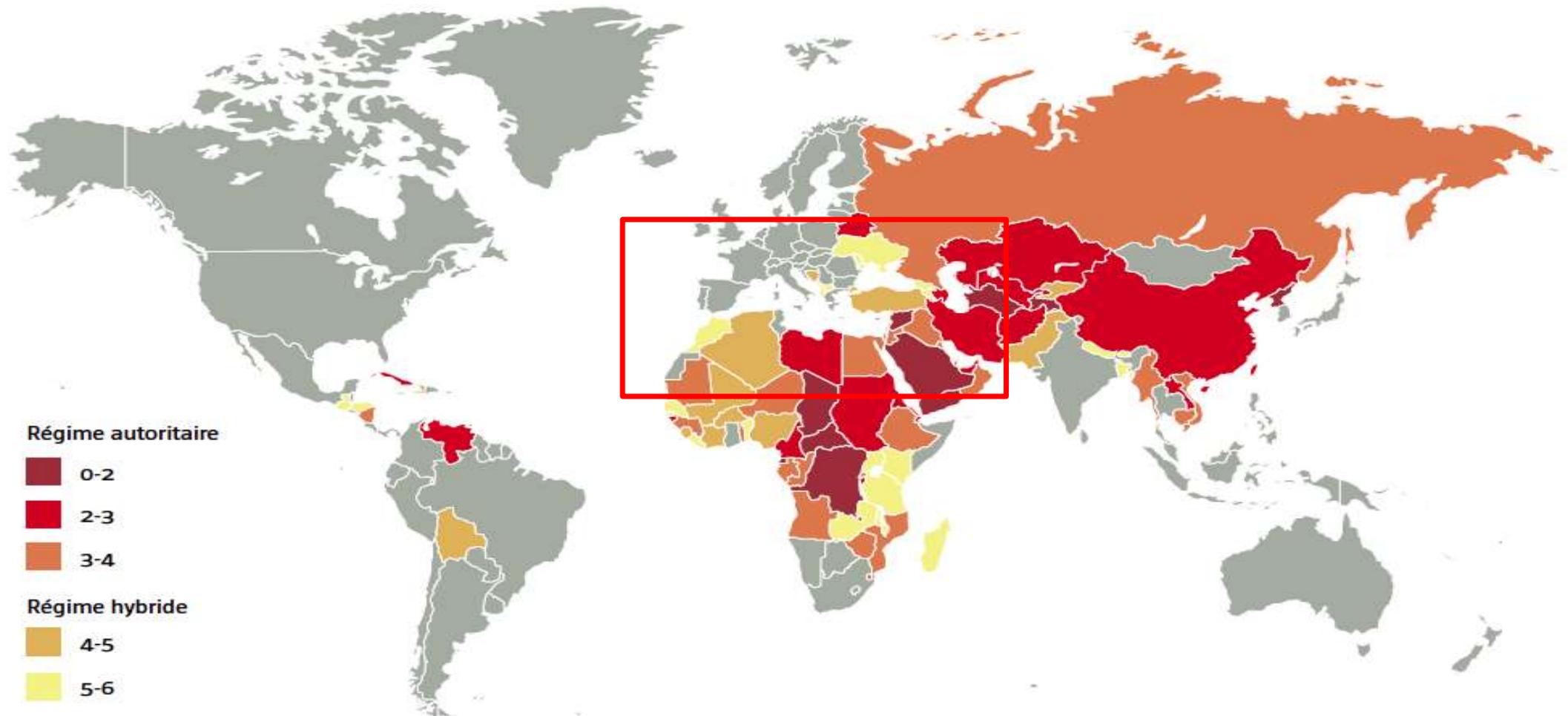
-  Champ d'hydrocarbure
-  Grande route maritime
-  Passage stratégique
-  Intervention militaire franco-britannique et américaine en 2011

Un espace déstabilisé

-  Zone d'action de Daech
-  Attentat revendiqué par Daech
-  Zone d'action d'Al Qaida (AQMI) et d'Ansar al Charia
-  Flux de réfugiés
-  Route migratoire vers l'Europe
-  Zone de naufrage

500 km

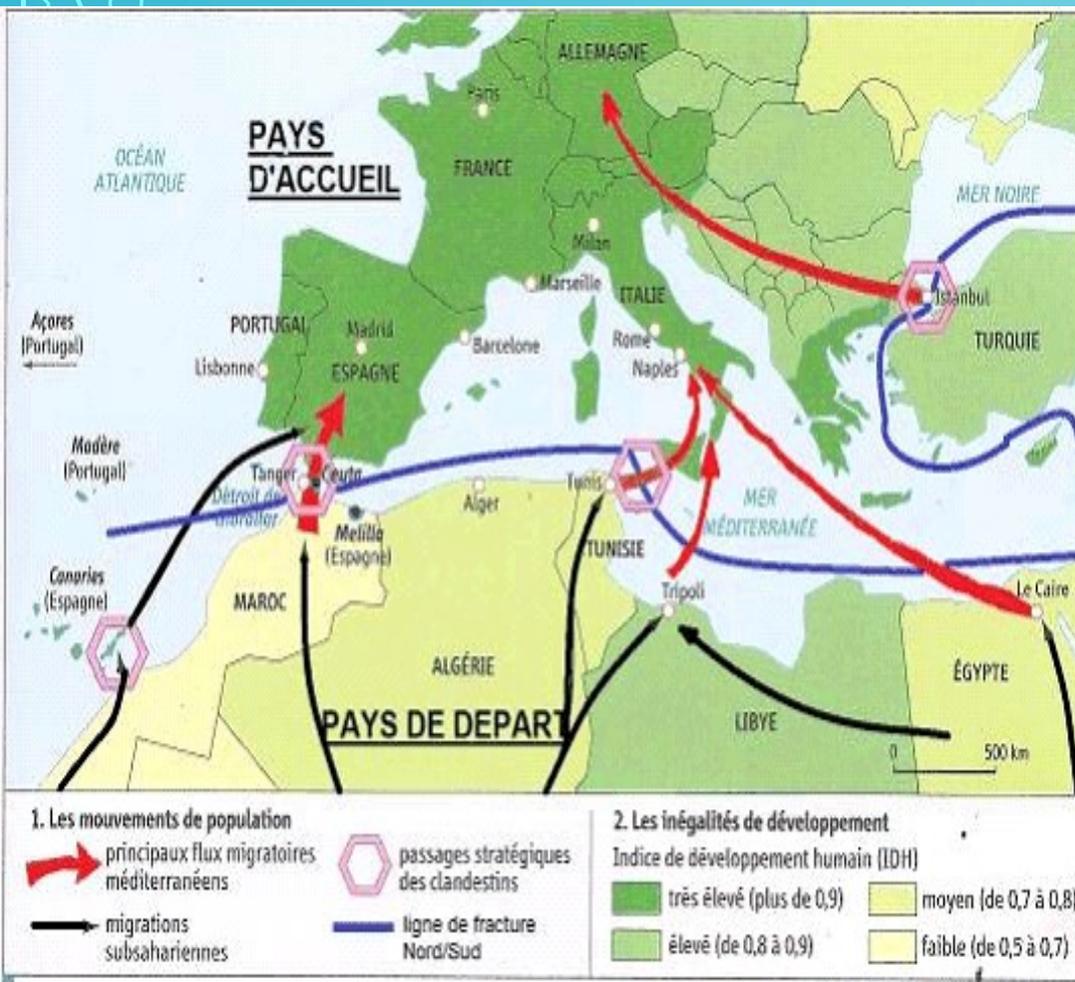
AUTOCRATIES ET RÉGIMES HYBRIDES



Note : Plus le score sur une échelle de 0 à 10 est faible, plus le régime est autoritaire

Source : The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2019*.

UN ESPACE DE MIGRATIONS



Provenance des étrangers	Nombre
Total	39 millions.
Turquie	3 millions
Maghreb	7 millions
Syrie	1,2 millions
Afrique subsaharienne	2,5 millions

CHANTAGE MIGRATOIRE

Le 17 mai dernier, plus de 8 000 migrants venus du Maroc, dont au moins 1 000 mineurs, ont réussi à franchir à la nage la frontière qui sépare le pays de l'enclave espagnole de Ceuta. Dès le lendemain, l'Espagne renvoyait 2 700 de ces migrants vers le Maroc. Ce n'est pas la première fois que cette frontière est submergée par des vagues migratoires venues du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne. Mais cette fois-ci, il s'avère que les autorités marocaines ont laissé faire. Dans son éditorial, le journal catalan **La Vanguardia** fait le point sur la situation et en explique les causes sous-jacentes, tout en appelant les deux pays à l'apaisement.

Comme Melilla, la ville de Ceuta est une enclave espagnole située au nord du Maroc. Ce sont des points traditionnels de passage pour les migrants africains qui cherchent à entrer en Europe, car ce sont les seules frontières terrestres que l'Union européenne (UE) possède avec l'Afrique. La ville de Ceuta ne compte que 80 000 habitants et l'afflux sans précédent de migrants le 17 mai s'est traduit par une véritable crise diplomatique entre le Maroc et l'Espagne. Car c'est la passivité des autorités marocaines qui a permis l'arrivée massive des migrants sur le sol espagnol. L'éditorial de *La Vanguardia* rapporte ainsi que *“devant la gravité de la situation, le président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a dû se rendre à Ceuta et Melilla, mardi 18 mai, non sans avoir assuré que l'Espagne défendrait ses frontières ‘avec fermeté’ et ne céderait à aucun chantage”*. Comme le relève le quotidien catalan, c'est en fait l'Union européenne qui est menacée par cet afflux massif de migrants encouragé par le Maroc. Celle-ci n'a donc pas tardé à réagir, comme le rapporte l'article de *La Vanguardia* : *“L'Union européenne exprimait mardi sa totale solidarité avec l'Espagne et lui promettait son soutien, exigeant du Maroc qu'il remplisse ses engagements et limite le passage irrégulier de migrants. L'UE a notamment rappelé à Rabat que les frontières espagnoles étaient aussi des frontières européennes.”*

Fin décembre, l'administration Trump a reconnu unilatéralement la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental en échange d'un rapprochement entre le Maroc et Israël. Dès la reconnaissance par les États-Unis de cette souveraineté marocaine, les attaques menées par le Front Polisario ont repris en intensité. C'est pourquoi le fait que l'Espagne accepte de soigner le leader de ce mouvement sur son territoire est considéré comme une provocation par le Maroc. Dans la crise qui s'est jouée à Ceuta, l'Espagne, et plus largement l'Union européenne, se retrouve victime d'un chantage aux migrants de la part du Maroc. Une situation similaire à celle qui oppose la Turquie de Recep Tayyip Erdogan à l'UE.

Ces deux pays sont des points de transit des migrations internationales vers l'espace Schengen, et leurs dirigeants ont compris qu'ils pouvaient exercer un chantage sur l'Union européenne en menaçant de ne plus surveiller ses frontières.

Courrier international, 2021.

LES ÉTAPES DE LA POLITIQUE MÉDITERRANÉENNE DE L'UE

- 1972: lancement de la Politique Méditerranéenne Globale.
- 1995: partenariat Euro-Méditerranée de Barcelone, financé par le fond MEDA et la BEI.
 - ❖ Définition d'un espace de paix et de stabilité politique avec le renforcement du dialogue politique et sécuritaire.
 - ❖ Construction d'une zone de prospérité économique par la création de partenariats économiques et d'une zone de libre-échange régionale en 2010.
 - ❖ Rapprochement des peuples grâce à des partenariats culturels et des échanges humains.
- 2004 le partenariat rentre dans le processus de la PEV (Politique Européenne de Voisinage). Les fonds Meda sont remplacés par les fonds de la PEV, bien plus importants. Le principe de conditionnalité aux respects des droits de l'homme est introduit.
- 2008: sous l'influence de la France de Sarkozy création de l'Union pour la Méditerranée avec 15 pays Med.
- 2021: « plan économique et d'investissement pour les voisins du sud », pour fêter les 20 ans du processus de Barcelone.

LE PROCESSUS DE BARCELONE

IRLANDE

Etat membre de l'UE et du processus de Barcelone

TURQUIE

Etat non-membre de l'UE et membre du processus de Barcelone

LIBYE

Etat non-membre de l'UE et observateur du processus de Barcelone

MAURITANIE

Etat non-membre de l'UE et candidat au statut de membre du processus de Barcelone

